



GAZETTE DU JOUR.

FRANÇAIS, de grands évènements se préparent ; je suis en *Velette* : tout ce que je vois, tout ce que j'entends, sur le champ, je vous en instruis ; ce que vous découvrirez, ce que vous apprendrez, faites-le moi savoir, je le publie sur l'heure.

Du Vendredi 24 Mai 1793.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

Stockholm, le 28 avril. — La cour refuse de reconnoître le ci-devant prince français, *Monsieur*, en qualité de *Régent* de France, à en juger par la lettre que le duc régent lui a écrite, en réponse à la notification qui lui en avoit été faite.

Copenhague, le 4 mai. — Le maître de police a fait afficher dans tous les carrefours de la ville, une proclamation par laquelle chacun est averti de ne loger chez lui aucun étranger, avant d'être parfaitement instruit de son pays, de son nom, de son état, et du sujet pour lequel il veut séjourner ici.

Franconie, le 5 mai. — Dumourier a passé, il y a quelques jours, par Mergentheim, où il a dîné ; il se rend à Wirzboug, où il compte rester et écrire ses *mémoires*. S'il n'obtient pas la permission de s'y fixer, il retournera à Mergentheim ; il a dit que si le prince de Cobourg n'avoit pas publié sa seconde proclamation, un grand nombre de soldats de troupes de ligne auroient déserté l'armée française. — Le gazetier de Neawied dit à son sujet : « On n'a pu faire aucun usage de ses vertus et de ses talens,

dès qu'il ne lui pas été possible de jouer le rôle du général Munk.

Du 14. — Dumourier est retourné à Mergentheim.

De Zurich. — Le ci-devant général *Égalité*, et les personnes qui l'accompagnent, sont partis de Zurich pour aller en Italie par le Mont-St.-Gothard.

De Manheim, le 17 mai. — L'armée entière des alliés s'est approchée hier de Mayence. Le quartier-général du roi de Prusse est à Bodenheim. La grosse artillerie de siège est aussi arrivée, et l'on va bombarder Mayence avec la plus grande activité. (1)

Nous jouissons ici de la paix la plus profonde ; et l'on seroit tenté de croire qu'il n'existe aucun mouvement militaire en Allemagne. Le siège de Mayence n'est pour nous qu'un simple spectacle de guerre. Les clubistes sont les seuls qui soient restés dans cette ville. Tous les citoyens paisibles et propriétaires ont abandonné ce séjour qui ne peut flatter qu'un très-petit nombre

(1) Cette lettre datée du 17, ne parle pas comme on voit, du grand combat meurtrier du 6, ni du 8.

de personnes. Cette évacuation, en diminuant le nombre des bouches, doit prolonger la durée des subsistances.

Les Français ont chassé de Mayence beaucoup d'habitans qui n'étoient pas de leurs amis. La population de cette ville étoit autrefois de 30,000 ames au moins ; à peine aujourd'hui y en reste-t-il 15,000. L'aubergiste à l'enseigne du roi d'Angleterre, clubiste zélé s'il en fut jamais, y lève actuellement un corps franc de 800 hommes. M. Merlin, député de la convention nationale, en sera le général, et Mr. Riesel, (c'est le nom de l'aubergiste,) commandera sous lui en qualité de colonel.

F R A N C E.

Paris. — « Quatre années de révolution ont agité la France, et l'on nous annonce encore une troisième révolution ! — Où allons nous ? — Que voulons-nous ? — Des milliers de Français ont arrosé de leur sang l'arbre de la liberté. Nous avons vécu jusqu'à présent au milieu des troubles et des angoisses. Nos sacrifices ont été nombreux. Ce que nous avons fait, nous sommes prêts à le faire encore. — Mais sachons enfin où doit s'arrêter la révolution. La Bastille est renversée : le chef des Bourbons a porté sa tête sur l'échafaud : le reste de cette famille est à jamais proscrit. Nous avons voulu la liberté, nous sommes libres, du moins le principe de cette liberté est-il décrété, il est dans les cœurs. Nous avons voulu l'égalité politique, nous sommes égaux en droits : enfin nous avons voulu la République populaire, nous sommes républicains.

» Français, que voulons-nous encore ?

» Un cri général doit se faire entendre : nous devons vouloir la paix et le bonheur, une constitution et un gouvernement. Il seroit absurde de prononcer que nous sommes vraiment libres, vraiment heureux. Nous sommes en guerre avec toutes les puissances de l'Europe : plusieurs départemens sont en proie à tous les fléaux de la guerre civile : des factions opposées troublent, divisent et partagent la République. Nous avons des dictateurs dans nos départemens, et c'est peut être un mal nécessaire dans les circonstances où nous nous trouvons : mais aussi long-tems que nous aurons des préconsuls, des visites domiciliaires : aussi long-tems que le secret des lettres sera violé, que les opinions ne seront ni

libres, ni tolérées, nous ne serons ni vraiment libres, ni vraiment heureux.

» Il faut donc remonter promptement à la source de tous nos maux. Elle n'est pas toute entière dans la Convention nationale. La Convention seroit forcément à la hauteur des circonstances, si l'on n'étoit parvenu à diviser, à égaler l'opinion publique. — Ceux-là qui nous crient : les lumières ne sont bonnes à rien : ceux qui ne veulent pas qu'on éclaire le présent par l'histoire, et qu'on préjuge l'avenir par le passé, ceux-là, dis-je, ont un grand intérêt à nous envelopper des ténèbres de l'ignorance. Danton et Robespierre savent que Mahomet et Cromwel règnèrent par l'ignorance : ils savent que l'ignorance est la mère de toutes les erreurs morales et politiques : ils savent qu'il est plus facile de tromper les hommes que de les détromper. Les fripons cherchent donc les sots pour s'en faire des partisans : les fripons craignent les gens éclairés qui peuvent pénétrer leurs complots.

» Examinons donc la conduite des chefs qui dominent sur la montagne. Nous en parlerons sans haine et sans prévention. Nous ne citerons que des faits : nous ne parlerons qu'à votre mémoire, et la seule réunion, le seul rapprochement de ces mêmes faits éclairera votre opinion, comme il a fixé la nôtre.

» Si l'on en croit les montagnards, ils veulent seuls la République. Condorcet, Buzot et Brissot sont d'infâmes royalistes. Il est un fait certain : c'est que les coriphées de la montagne ne parlent de la République que depuis qu'elle est décrétée, et que Condorcet et Brissot ont demandé la République au mois de juin 1791. C'est sur la motion de Buzot qu'un décret de la convention a condamné à mort quiconque proposeroit le rétablissement de la royauté. Il est encore un fait non moins constant, c'est que Buzot, Brissot et Condorcet paroissent vouloir une République organisée, et que la montagne ne parle de la République que pour en dégouter tous les esprits sages et formés aux méditations politiques. Écoutez-les, ils vous diront : les sans-culottes sont les seuls républicains, la vertu ne se trouve que chez eux : il faut dénoncer, persécuter, emprisonner, ruiner tous les citoyens paisibles, parce que ce sont des modérés. Exaltons-nous, exaltons-nous sans-cesse, défions-nous

de tout le monde. Et par-dessus tout cela, ils ajoutent, pour éloigner de la révolution tous ceux qui ont quelque chose : la révolution ne s'arrêtera que lorsque tous les Français auront une propriété, c'est-à-dire, lorsque les Français auront chacun 90 liv. de revenu fixe et net.

« Si vous voulez connoître leur philosophie, rappelez-vous ce que disoit Merlin le 14 novembre 1792, à la tribune des Jacobins : » Périssè l'humanité entière plutôt qu'un principe ! » comme si les hommes avoient besoin de principes, lorsqu'ils seroient tous détruits.— Si vous voulez connoître leur politique, rappelez-vous ce que Saladin a dit au peuple assemblé dans l'église paroissiale d'Abbeville. » Dans un tems de révolution il faut mettre de côté les loix, et agit suivant les circonstances ». Et la même doctrine est prêchée tous les jours par les anarchistes soudoyés à Paris.— Si vous voulez connoître leur morale, rappelez-vous cette maxime de Marat : » Dans les révolutions où l'on a besoin d'un grand mobile, d'un levier qui agisse sans-cesse, l'on ne peut parvenir à ses fins que par la profondeur du scandale ». Et Marat, qui, comme le disoit Champfort, n'a d'autre science que celle du crime, d'autre courage que celui de la honte, Marat parloit alors des massacres des 2 et 3 septembre, il les justifioit, il en faisoit l'apologie. (1). etc. etc.

§ Peu de gens, en France, savent ce que c'est que la bastonnade allemande usitée dans le despotisme militaire. Voici ce que c'est : nos émigrés qui y sont exposés dans le service, ont éprouvé, à leur grande douleur, la différence des régimes.

On conduit le délinquant à la parade; un homme porte une escabelle fort basse, ou *planchette*, sur laquelle le supplicié est obligé de se coucher, le visage tourné vers la terre : il faut qu'il se place lui-même; le nombre des coups de bâton est fixé; mais s'il oblige les exécuteurs à l'arranger ou à le replacer quand la violence des coups le fait sortir de mesure, on augmente la dose. Quand il est placé, le bas et très-

(1) Cet extrait est tiré d'une adresse qui paroît sous le titre : *Reflexion des hommes libres de Nantes.*

bas l'officier qui fait les fonctions de bourreau, se poste vers la tête du patient, dans une contenance martiale, la main gauche posée sur sa hanche, le bras droit tendu, appuyé sur sa canne. Au signal donné, il avance la jambe gauche, premier tems; puis la jambe droite, second tems; il se trouve alors à côté du patient; il lève la canne, quatrième tems; au cinquième tems, il applique de toute sa force un violent coup de canne sur les fesses du délinquant, et va sur-le-champ, mais toujours en mesure, se remettre dans la posture militaire qu'il avoit d'abord. Le second coup se frappe selon les mêmes règles, et ainsi jusqu'à la fin. Ces coups estropient souvent un homme parce qu'ils resserrent les nerfs; de long-tems plusieurs ne peuvent marcher; le patient pousse des cris horribles. On donne depuis 25 jusqu'à 50 coups; quelque-fois davantage, surtout si le patient ne reste pas immobile. Plusieurs ne peuvent pas y survivre. Le flegme des automates spectateurs est une chose très remarquable. La personne de qui nous tenons ces détails, a vu un chevalier de Saint-Louis, émigré, recevoir ainsi 45 coups pour avoir été coucher chez lui à 9 heures du soir, et quitté ainsi son poste, où il retourna à 4 heures du matin. Il resta estropié pendant plusieurs jours. On dit que les généraux allemands languissent fort de soumettre les Français à ce régime.

§ Quelques détails certains, sur le voyage des Bourbons à Marseille.

Les commissaires nommés pour la conduite des Bourbons étoient Cayeux, Laugier et Naugeon. Chaque voiture étoit garnie d'un Bourbon, d'un commissaire et d'un gendarme. Mme. de Bourbon gardoit le silence, M. de Conti frissonnoit, M. Egalité sifflait.

Vers Orgon, à 4 lieues d'Avignon, des coups de fusils furent tirés sur la voiture.

Mme. de Bourbon n'a pas adressé la parole à son frère dans toute la route.

M. Egalité dinoit avec ses fils. Aux trois quarts du chemin, il fallut que tout le monde dînât ensemble. Un commissaire observa que M. Egalité disséquoit la poularde, se servoit et n'abandonnoit qu'un squelette à l'appétit des autres voyageurs. Ce commissaire commanda deux poulardes; et quand M. d'Orléans eut fuit le

partage du lion, il lui dit en refusant le plat qu'il rendoit : « croyez-vous que Mme. votre sœur et moi, soyons faits pour manger vos restes ? — Qu'on apporte une autre poularde. — Ici, M. Egalité siffla. — Mme. de Bourbon apprit par hasard, qu'un des commissaires étoit gendre du citoyen Laujon, homme de lettres estimé par son talent aimable et la douceur de ses mœurs.

Cette découverte la tranquillisa sur le champ ; ce qui fait honneur au C. Laugeon... Elle ne lui parla de son beau-père, qu'en le quittant. — Les commissaires invitèrent Egalité, qu'ils avoient vu gonflé d'assignats à payer les gendarmes. Il l'oubliait : il leur donna 500 ff. les autres y contribuèrent aussi.

§ Le corps législatif a établi le Panthéon pour y placer les cendres de ceux qui auront bien mérité de la patrie. Les jacobins veulent avoir aussi leurs grands hommes. Le frère du grand Robespierre en a fait sentir dernièrement la nécessité à la société, qui a pris cette idée dans la plus grande considération. Dans cette même séance, on a demandé qu'il fût envoyé des jacobins dans nos colonies pour les rappeler aux grands principes de l'égalité.

§ Devaux, adjudant-général de Dumourier, devoit paroître devant le tribunal révolutionnaire ; mais le nombre des Jurés ne s'étant pas trouvé complet, la cause a été renvoyée au lendemain. L'affaire a en effet été plaidée ; à 9 heures du soir son défenseur parloit. Il a été jugé, condamné à mort, et exécuté hier matin. Il a péri à l'échafaud avec beaucoup de fermeté.

C O N V E N T I O N N A T I O N A L E .

Séance du Jeudi 23 Mai.

Lecture de plusieurs adresses qui font toutes des représentations à la convention, pour l'engager à faire cesser l'anarchie et les discordes qui agitent l'Assemblée.

Détails sur la bataille de la Châtaigneraye. Le général Chalbos avec une poignée de monde a contenu les révoltés ; le général Sandos les

a exterminés au moment où ils s'avançoient dans la plaine. Sans cette victoire, la Rochelle et Rochefort tomboient nécessairement au pouvoir des contre-révolutionnaires.

Les administrateurs de l'Oise se plaignent des dilapidations qui se commettent à Chantilly. Un décret autorise la municipalité de Chantilly à enlever du château, cours, parc et jardin, tous les plombs et cuivres qui s'y trouvent à l'exception de ceux qui servent à l'écoulement des eaux.

Ou livre au tribunal révolutionnaire Fournier commandant des armes de la république, qui ne s'est pas trouvé à l'affaire du 1^{er} mai malgré qu'il en ait reçu l'ordre du général Dampierre.

Une nombreuse députation de la section de la fraternité est admise ; l'orateur apprend que les nuits des dimanche et lundi derniers on a tenu à la mairie, des conciliabules ou assemblées, composés des présidents des comités révolutionnaires et civils, le premier présidé par les administrateurs et le second par le maire de Paris.

Qu'il y a été agité dans l'une et l'autre de faire une 2^e journée du 10 août, de la faire suivre d'une journée de septembre, d'arrêter les 22 députés, de les égorgés, et de faire croire qu'ils étoient émigrés. Sept à 8 mille proscrits devoient perdre la vie. Plusieurs députés ont assuré qu'on s'étoit présenté chez eux pour les assassiner.

Fonfrede dit que le lendemain du massacre on devoit publier la correspondance des tués avec Pitt et Cobourg, pour persuader aux départemens que le peuple les avoit justement immolés à sa vengeance. Le maire s'est seul opposé à cet horrible carnage.

L'Assemblée stupéfaite d'une pareille horreur, a décrété que la section de la Fraternité a bien mérité de la patrie, et a renvoyé au comité des douze toutes les dénonciations pour en faire son rapport dans le jour.

Plusieurs gardes nationales parisiennes demandent à être organisées pour faire sans aucune solde le service autour de la convention pendant que les gendarmes seront absents.

On trouvera à Paris au bureau de ce journal boulevard de la porte Saint-Martin, à celle Saint-Denis N^o. 3 ; Le prix de l'abonnement de ce papier nouvelle, le moins cher de tous est de 28 livres 10 sols pour l'année 7, liv. pour six mois 7 livres 10 sols pour trois mois. et pour deux mois en envoyant un assignat de cent sols.